

RÉGIONS

PAR NICOLAS LUPPENS
COORDONNATEUR DU GASP
EN HAUTE-YAMASKA



L'itinérance en région

Une réalité en mouvance et en mutation

Pour beaucoup de gens, le phénomène de l'itinérance existe uniquement dans les grandes villes. Le magazine L'itinéraire, implanté à Granby et Sutton depuis déjà plus d'un an, permet de sensibiliser la population à l'existence du phénomène dans la région et bouscule certaines idées préconçues. « Est-ce qu'il y a de l'itinérance dans notre région ? ».

« Est-ce qu'il y a beaucoup de personnes en situation d'itinérance à Granby ? ». « Comment cela est-il vécu en région ? ». Ces questions sont fréquemment adressées aux camelots et avec raison. En effet, l'itinérance est beaucoup moins visible en région que dans les grands centres urbains. Pourtant cette réalité y est bien présente.

Selon le Comité itinérance Haute-Yamaska, rattaché au Groupe actions solutions pauvreté (GASP), l'itinérance plus visible est liée aux formes d'itinérances plus chroniques. On parle d'itinérance chronique lorsqu'elle devient un mode de vie à long terme et s'enracine dans l'identité de la personne. Or, cette forme d'itinérance sévit davantage dans les grandes villes puisque les services, qui y sont plus nombreux et complets, favorisent l'attraction des personnes sans domicile fixe. Il n'est donc pas étonnant de retrouver dans les plus petites villes davantage d'itinérance ponctuelle ou cyclique que ses formes plus persistantes.

Plus de femmes, d'âinés... et de familles

Bien que l'itinérance soit plus cachée en région, le phénomène gagne de l'ampleur ces dernières années. Ses visages se diversifient et se complexifient. Si autrefois, c'était surtout des hommes qui cognaient à la porte des ressources d'aide, aujourd'hui, les intervenants ne se surprennent plus de voir des demandes provenant des femmes, des âinés, et même des familles.

Par ailleurs, de plus en plus de travailleurs et de personnes vivant en milieu rural font également appel aux organismes communautaires. Aux yeux du GASP, ces nouvelles réalités sont le symptôme de l'appauvrissement d'une population qui arrive de plus en plus difficilement à boucler la fin du mois même, pour certains, en travaillant à temps plein. En conséquence, il n'est pas étonnant de constater une

augmentation et une dégradation des problèmes de toxicomanie et de santé mentale chez les demandeurs de ces services.

La croissance du phénomène de pauvreté peut se mesurer au nombre de demandes d'aide alimentaire qui augmentent de 15 % à 20 % annuellement auprès des deux plus grandes ressources d'aide alimentaires de Granby, soit chez SOS Dépannage et au Partage Notre-Dame.

Pour faire face à l'émergence des nouveaux visages de la pauvreté et de l'itinérance, les organismes de la Haute-Yamaska ont poussé leur créativité afin de développer des services adaptés. Par exemple, *Logements-études*, un projet novateur de logement social incluant une garderie favorisera, dans les prochains mois, le retour aux études des familles ayant des difficultés financières.

De son côté, l'implantation du programme Bonne boîte bonne bouffe permet aux ménages moins fortunés de se procurer des fruits et légumes frais à moindre coût. Les idées ne manquent pas localement mais il demeure utopique de penser que ces interventions puissent éradiquer au fléau de la pauvreté sans s'attaquer à ses causes.

Le coût de l'itinérance

Ainsi, pour lutter efficacement contre l'itinérance, les différents paliers politiques doivent agir à la source du problème de pauvreté tel que sur le revenu, le logement et l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux. Une récente recherche canadienne¹ établissait le coût de l'itinérance à 7 milliards \$ par année, soit environ 0,70 \$ par jour par habitant. À l'heure actuelle, le fédéral investit environ 0,02 \$ par Canadien, par jour dans sa stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) et le provincial environ 0,03 \$ par Québécois, par jour dans son plan d'action interministériel en itinérance.

Même si elle est moins visible en région, l'itinérance y est bien présente. Investir davantage dans des interventions en région permettrait également de développer des services adaptés aux nouvelles réalités et d'éviter la migration des sans-abris vers les grands centres urbains et donc leur déracinement. Nous avons collectivement la possibilité, la responsabilité et les moyens d'améliorer le sort des gens fragilisés. Il s'agit d'un choix de société. ■

¹ Source : <http://homelesshub.ca/node/35375>